



**PRÉFET
DE LA LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grûner
Allée C
42000 St Etienne

St Etienne, le 30/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/04/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

URGO ADVANCED TEXTILE

RUE DES SICCARDS
42340 Veauche

Références : UID4243-EAR-024-170
Code AIOT : 0003200573

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/04/2024 dans l'établissement URGO ADVANCED TEXTILE implanté RUE DES SICCARDS 42340 Veauche. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- URGO ADVANCED TEXTILE
- RUE DES SICCARDS 42340 Veauche
- Code AIOT : 0003200573
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société URGO est spécialisée dans les textiles à usage médical. Elle emploie 135 salariés (dont 28 intérimaires). L'extension des activités initiés en 2016 a conduit le site à passer sous le régime de l'autorisation au titre de la législation des installations classées pour la protection de

l'environnement. La capacité de production est passée de 4,5 t/j à 7,5 t/j en 2020.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
7	Respect des VLE Actions correctives en cas de dépassement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-II et 58-IV	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	VLE atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 11/02/2020, article 3.2.3.1	Sans objet
2	Fréquence auto-surveillance	Arrêté Préfectoral du 11/02/2020, article 3.2.3.2	Sans objet
3	Schéma des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II	Sans objet
4	Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	Sans objet
5	Points de prélèvement aménagés	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	Sans objet
6	Respect des périodicités minimales de surveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60	Sans objet
8	Transmission GIDAF	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	Sans objet
9	Débit de rejet	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60	Sans objet
10	Contrôle de recalage	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	Sans objet
11	Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
12	consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 02/10/2017, article 4.2.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les fréquences de surveillance des rejets atmosphériques et aqueux sont respectées.
Les déclarations GIDAF sont réalisées.

Les rapports d'analyses des eaux résiduaires du site montrent de nombreuses non conformités en DCO et DBO5 en concentration et en flux. L'exploitant travaille sur des modifications de process permettant de diminuer la DCO et la DBO5 dans ses rejets aqueux.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : VLE atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/02/2020, article 3.2.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, VLE atmosphériques
Prescription contrôlée : Article 3.2.3.1 – Installations identifiées sous les numéros de conduit 1, 2, 3, 4, 5, 6 et 7Les rejets issus de ces installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) sauf pour les installations de séchage où les résultats sont exprimés sur gaz humides.On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière. Les flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes Les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'appareil et du polluant et voisine d'une demi-heure.
Constats : L'exploitant a fourni à l'inspection les rapports d'analyses des 2 dernières années: 2022 et 2023. Ceux-ci ne relèvent aucune non-conformité en concentration et flux de polluants à la sortie des cheminées 1, 2, 5, 6 et 7. La ligne EBA est arrêtée depuis 2 ans, il n'y a plus d'analyses de réalisées à la sortie des conduits 3 et 4. L'exploitant enverra à l'inspection un porter à connaissance qui actera toutes les modifications réalisées ou à réaliser fin 2024 ou début 2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Fréquence auto-surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/02/2020, article 3.2.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Fréquence auto-surveillance
Prescription contrôlée : Une analyse des rejets atmosphériques est réalisée annuellement dans les conditions et sur les paramètres définis à l'article 3.2.3.1
Constats : Les analyses des rejets atmosphériques sont réalisées annuellement par un laboratoire accrédité COFRAC.

Type de suites proposées : Sans suite
N° 3 : Schéma des réseaux
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II
Thème(s) : Risques chroniques, Schéma des réseaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté le schéma actualisé des réseaux. Les eaux pluviales transitent dans le bassin de récupération muni d'une trappe reliée à l'alarme incendie. Ces eaux pluviales rejoignent ensuite le réseau d'eaux pluviales après être passées par un séparateur d'hydrocarbure.</p> <p>Les eaux industrielles, issues de la machine EWASH sont rejetées dans le réseau d'eaux usées de la ville après être passé par une cuve d'homogénéisation. Sur le plan, le réseau d'eau de process prévu pour l'extension est représenté mais n'est pas encore utilisé. Cette extension avait été portée à la connaissance du préfet en 2020 mais toutes les installations prévues dans le dossier n'ont pas encore été mises en place.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49
Thème(s) : Risques chroniques, Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur. Les dispositifs de rejet des eaux résiduares sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les eaux industrielles sont rejetées au réseau d'eaux usées de la ville après passage dans une cuve d'homogénéisation. Les mesures de débit et températures sont réalisées avant rejet. Les eaux résiduares du site proviennent de la machine EWASH. Celle-ci est utilisée 3 à 5 jours par mois. Le jour de l'inspection, cette machine n'était pas en fonctionnement et le débitmètre indiquait au niveau du rejet : 0m3/h. L'inspection n'a pas jugé utile d'ouvrir la trappe au niveau du rejet. Un échangeur refroidit l'eau sortant de la machine EWASH et une alarme permet d'arrêter le rejet</p>

lorsque celui-ci dépasse les 30°C.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Points de prélèvement aménagés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
Thème(s) : Risques chroniques, Points de prélèvement aménagés
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...).</p> <p>Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a pu voir qu'un débitmètre est installé au niveau du point de rejet des eaux industrielles. Un thermomètre mesure la température des rejets à la sortie de la machine EWASH. Les prélèvements et analyses sont réalisés par un laboratoire extérieur accrédité.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Respect des périodicités minimales de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des périodicités minimales de surveillance
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Lorsque les flux journaliers autorisés dépassent les valeurs indiquées en contributions nettes, une mesure est réalisée pour les polluants énumérés ci-après et selon la fréquence indiquée, à partir d'un échantillon prélevé sur une durée de 24 heures et représentatif du fonctionnement de l'installation.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Les périodicités de surveillance sont respectées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Respect des VLE Actions correctives en cas de dépassement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-II et 58-IV

Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE
Actions correctives en cas de dépassement
Prescription contrôlée : Article 21-II «Les valeurs limites ne dépassent pas les valeurs fixées par le présent arrêté.» Article 58-IV «Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.»
Constats : De nombreuses non-conformités ont été relevées sur les déclarations GIDAF: -en avril 2023, non-conformité sur la concentration en DCO -en juin 2023, non conformité sur la DBO5 en concentration -en septembre 2023, non conformité sur le volume moyen journalier, la DCO en flux et concentration et la DBO5 en flux et concentration. Dépassement de plus de 2 fois la VLE. -en novembre 2023, dépassement de plus de 2 fois la VLE en concentration et flux de DCO. dépassement expliqué par l'utilisation de savon trop concentré. Tous les dépassements ne sont pas expliqués. L'exploitant est en train de tester une nouvelle configuration : au lieu de réaliser 2 lavages et 1 rinçage, 1 lavage et 2 rinçages seraient réalisées. Les mesures en DCO et DBO5 réalisées par l'exploitant semblent convaincantes, il attend les résultats des analyses réalisées par un laboratoire extérieur. Cette nouvelle configuration ne pourra être réellement mise en place qu'après validation des tests réalisés sur le produit final.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective Les résultats commentés suites aux essais de la nouvelle configuration et tests sur le produit final seront envoyés à l'inspection sous un délai de 1 mois. Les rejets aqueux doivent être conformes aux valeurs limites d'émission dans un délai de 6 mois.
Proposition de délais : 6 mois

N° 8 : Transmission GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Transmission GIDAF
Prescription contrôlée : Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites

prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.
Constats : Les résultats d'analyses sont bien transmis sous GIDAF à la périodicité requise.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Débit de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60
Thème(s) : Risques chroniques, Débit de rejet
Prescription contrôlée : La détermination du débit rejeté se fait par mesures en continu lorsque le débit maximal journalier dépasse 100 m3. Dans les autres cas le débit est déterminé par une mesure journalière ou estimée à partir de la consommation d'eau. Dans le cas où il s'avérerait impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, il sera pratiqué un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels si la nature des rejets le justifie.
Constats : Le débit est porté sur un registre maintenance, il est d'environ 20m3 par semaine lorsque la machine fonctionne cette semaine-là. Elle ne fonctionne qu'une semaine par mois, le débit est donc d'environ 20m3 par mois sur les relevés maintenance.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Contrôle de recalage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle de recalage
Prescription contrôlée : S'il existe au moins une mesure annuelle, l'exploitant fait procéder au moins une fois tous les deux ans à un contrôle de recalage de ses émissions dans l'eau pour toutes les mesures effectuées à une fréquence annuelle ou supérieure. Ce contrôle porte sur la réalisation comparative des prélèvements et analyses prévus dans le programme de surveillance selon le même protocole d'échantillonnage, d'une part par l'exploitant, d'autre part par un laboratoire d'analyse externe. Ce laboratoire est agréé pour les prélèvements et l'analyse ou, s'il n'existe pas d'accréditation pour le prélèvement ou pour le paramètre analysé, est accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation. L'accréditation d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon

analysé ait été prélevé sous accréditation.
L'exploitant met en place des mesures correctives pour remédier à tout écart constaté entre ses résultats d'analyse et ceux du laboratoire agréé. Les mesures mises en place le cas échéant sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.
Si la surveillance des émissions de l'exploitant est déjà réalisée par un laboratoire agréé, le contrôle de recalage ne s'applique pas, à la condition que les mesures (prélèvement et analyse) soient réalisées sous agrément.
Constats :
Toutes les analyses trimestrielles sont réalisées par un laboratoire accrédité.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF
Prescription contrôlée : L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.
Constats : Les résultats PFAS de la première campagne d'analyse ont été déclarés sous GIDAF en janvier 2024. Aucun PFAS n'a été détecté, la concentration en AOF est de 10 microgrammes/litre. Les analyses des 2èmes campagnes et 3èmes campagnes ont été réalisées, les résultats sont en attente.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/10/2017, article 4.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, prélèvements d'eau
Prescription contrôlée : Les prélèvements d'eau qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux services de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes: 4000 m ³ /an
Constats : Les consommations d'eau ont été de 2205 m ³ en 2022 et 2483 m ³ en 2023. L'exploitant précisera à l'inspection la quantité d'eau entrante dans la machine EWASH si celle-ci est munie d'un compteur et installera un compteur sur cette machine si elle n'en est pas munie dans un délai de 6 mois.
Type de suites proposées : Sans suite

